

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EL KHAMMAR KHALID EI

Lagravade
47180 Meilhan-Sur-Garonne

Références : OD/Ubd24-47/2025/183
Code AIOT : 0100059670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement EL KHAMMAR KHALID EI implanté Chemin de Michelet 47200 Marmande. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement EL KHAMMAR Khalid implanté chemin de Michelet 47200 MARMANDE.
L'inspection est réalisée dans le cadre d'un contrôle CODAF.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EL KHAMMAR KHALID EI
- Chemin de Michelet 47200 Marmande
- Code AIOT : 0100059670

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site se situe sur la commune de Marmande en zone urbaine. La parcelle section II n°60 sur laquelle s'effectue le stockage a une contenance de 3 665 m², l'activité est réalisée tout autour de l'habitation y compris dans les dépendances.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence d'une ICPE	Code de l'environnement du 02/07/2025, article L511-1	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours
2	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 02/07/2025, article L511-2	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours
3	Protection des ressources en eau	Code de l'environnement du 01/10/2025, article L216-6	Mise en demeure, déchets, Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est une ICPE illégale de gestion de déchets de métaux et véhicules hors d'usage (VHU), avec des conséquences sur la qualité des eaux superficielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/07/2025, article L511-1
Thème(s) : Situation administrative, gestion de déchets
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre (<i>ICPE</i>) les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

<p>Constats :</p> <p>La quantité de déchets dangereux présents dans l'installation (huile de vidange, DEEE, batteries, pièces graisseuses) est supérieure à 1 t, l'ensemble des déchets de métaux, répartis et stockés sur l'ensemble du site représente une surface supérieure à 100 m² et l'ensemble des véhicules hors d'usage représente une surface supérieure à 100 m².</p> <p>L'activité réalisée sur le site relève ainsi des installations classées pour la protection de l'environnement sans que l'exploitant soit titulaire d'une autorisation au titre de la gestion des déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra se positionner pour une régularisation administrative et dans l'attente de sa régularisation aucun déchet de métaux ou véhicules hors d'usages (VHU) ou pièces de VHU ne devront être reçus sur le site à titre de mesures conservatoires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Nomenclature des installations classées

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/07/2025, article L511-2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, activités de centre VHU et tri-transit-regroupement de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des déchets de métaux, répartis sur l'ensemble du site, représente une surface supérieure à 100 m². La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t et l'ensemble des véhicules hors d'usage représente une surface supérieure à 100 m².</p> <p>Le site est ainsi soumis au régime de l'autorisation pour à la rubrique 2718-1 pour le regroupement de déchets dangereux, de l'enregistrement pour la rubrique 2712-1 regroupement de Véhicules Hors d'Usage (centre VHU) et de la déclaration au titre de la rubrique 2713-2 regroupement de déchets de métaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra régulariser sa situation administrative, et dans l'attente de sa régularisation aucun déchet de métaux ou véhicules hors d'usages (VHU) ou pièces de VHU ne devront être</p>

reçus sur le site à titre de mesures conservatoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2025, article L216-6
Thème(s) : Situation administrative, écoulement des eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines (...), directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune,...), ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant stocke des moteurs ou pièces graisseuses desquels s'écoule de l'huile noire à même le sol dans différentes zones du terrain. Des zones souillées sont visibles au sol. Compte tenu d'un risque de pollution des milieux, les pièces graisseuses ou déchets (VHU) susceptibles de porter atteinte au sol et au sous-sol devront être évacués dans une filière autorisée à les recevoir, par mesures d'urgence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire cesser les écoulements polluants dans les eaux de surface.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours